

LA CERCA
www.lacerca.com

Dernières vidéos | Nouvelles | Digital Rencontres | Sports et Loisirs |
L'artisanat et des métiers | Culture | Tourisme | Bulls | Spécial



"El PP lleva dos años ofreciendo al Gobierno un gran pacto de Estado"



La educación y la formación como elemento clave para la recuperación económica...



*Il s'agit d'une traduction automatique de l'article original. Mai contenir des erreurs de traduction.
Aller vers l'article original en espagnol.*

Powered by

Castilla-La Mancha

La nouvelle Loi sur les services sociaux est innovante, participative et basée sur la qualité

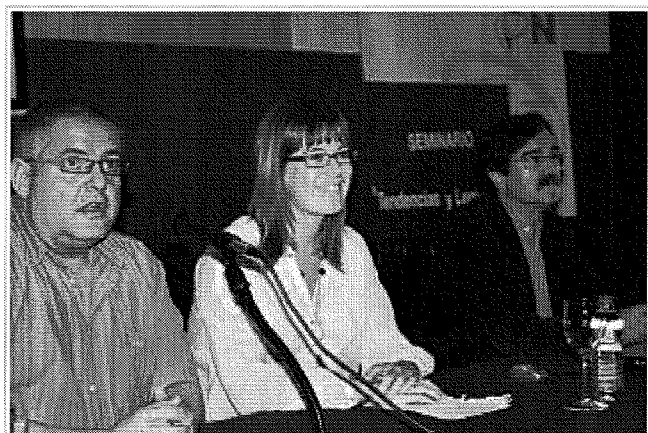
Le gouvernement régional prévoit d'augmenter en 2010, ce projet de loi au Parlement pour approbation régionaux

JCCM - Mai 12, 2009

[Réagissez à cet article](#)

Le directeur général de l'Action sociale et de la Coopération internationale, Esther Padilla¹, a ouvert mardi, à Tolède, le séminaire sur les nouvelles tendances du droit aux services sociaux, organisée par la délégation espagnole du Réseau européen pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale .

Le directeur général de l'Action sociale et de la Coopération internationale, Esther



La directora general de Acción Social y Cooperación Internacional, Esther Padilla, ha inaugurado el seminario sobre las nuevas tendencias legislativas en servicios sociales. En la imagen junto al presidente nacional de la Red Europea de la Lucha contra la

Padilla, Toledo a déclaré mardi que la nouvelle loi sur les services sociaux de

Pobreza y la Exclusión Social, Carlos Susías (l) y el catedrático de la Universidad de Gerona, Antonio Vilá (d).

Castilla-La Mancha préparer son ministère pour qu'il puisse être approuvé par les tribunaux régionaux en 2010 est innovante, participative et dans laquelle la présence et de garantir la qualité dans les soins des citoyens dans la prestation offerte aux utilisateurs.

Padilla a fait ces remarques lors de l'inauguration ce jour à Tolède à un séminaire sur les nouvelles tendances dans le droit des services sociaux est actuellement en Espagne, organisé par la délégation espagnole du Réseau européen de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale Elle était accompagnée par le président de l'organisateur de l'événement, Carlos Susie, et professeur à l'Université de Gerona, Antonio Vila, qui a produit une étude comparative des législations des Services sociaux et à son catalogue de services.

Selon le directeur régional dans l'élaboration de la nouvelle loi comprennent l'ensemble du personnel et des acteurs qui ont rapport avec la mise en œuvre des services sociaux dans la région et a noté que la crise économique mondiale actuelle mai ne conditionne pas le calendrier pour l'élaboration de cette législation », qui tente de répondre non seulement le présent mais l'avenir du modèle des services sociaux que nous avons la Castille-La Mancha.”

Castilla-La Mancha était la communauté autonome première fois en 1986 a adopté une loi sur les services sociaux “, et après 23 ans en vigueur et avec l'expérience que nous avons travaillé pendant plus d'un an pour finaliser un document qui permet l'actualisation de la législation existante et l'adapter aux les besoins et les exigences de la société dans le XXI siècle “, a déclaré Padilla.

La loi proposée portera sur l'accès universel aux services sociaux, le renforcement de l'assistante sociale comme une référence professionnelle dans ce domaine et d'améliorer le ratio de la population par travailleur. En Castille-La Manche, quatre sur dix professionnels du réseau de services sociaux de base sont des travailleurs sociaux.

Dans son discours, le Directeur général a également rappelé que l'adoption du Groupe du droit est un défi pour le nouveau modèle de services sociaux que vous concevez de Castilla-La Mancha, parce qu'elle constitue le quatrième pilier de l'État providence après la soins de santé universels, l'éducation et du système public de retraite.

En ce sens, Padilla a réitéré l'engagement public du Président de Castilla-La Mancha, José María Barreda, pour assurer la qualité des prestations sociales offertes dans la région et se dit que chaque jour, son gouvernement consacre 10 millions d'euros à l'assistance de la santé.

Enlaces

Esta página: